SECURITE ALIMENTAIRE

Les mesures d'accompagnement menées à l'échelle locale, pour résoudre les problèmes de la sécurité alimentaire ont-elles contribué à une meilleure gestion des ressources naturelles?

Septembre 2008

Par
LALAOARISOA RASOANAIVO Mihariherisoa (CARE)
RATOHANDRAINA Prior (CRS)

SOMMAIRE

ABSTRACT SECURITE ALIMENTAIRE 1

I. INTRODUCTION 2

II METHODE 3

III RESULTAS 3

Les stratégies d'intervention en matière de sécurité alimentaire 3

Les acteurs autour de la sécurité alimentaire 3

Les produits enregistrés 4

Les pratiques des communautés autour de la forêt 5

IV ANALYSE 6

Les stratégies adoptées en matière d'appui vers la sécurité alimentaire : 6

Les constats sur les pratiques paysannes : 7

Les liens entre la sécurité alimentaire et la gestion des ressources naturelles: 8

V. CONCLUSION 9

VI. BIBLIOGRAPHIE 10

ABSTRACT SECURITE ALIMENTAIRE

L'économie régionale de l'Anosy est largement dominée par la culture de manioc, de riz et de sisal. La productivité rizicole est extrêmement faible, et la Région en importe 12.000 tonnes par an pour satisfaire la demande. 82% de la population vivent sous le seuil de pauvreté, ce qui est considérablement plus élevé que la moyenne nationale de 74%. Le taux de croissance démographique élevé et la pauvreté accablante ont contribué à une grave dégradation de l'environnement dans la région (CARE 2006).

Face à cette situation, le Madagascar Action Plan (MAP) Régional cite des grands défis et nombreuses sont les actions menées pour les atteindre.

Différentes approches ont été développées et des résultats tangibles en découlent.
Pourtant, des faits constatés pouvant générer des effets négatifs aux ressources naturelles suscitent des questionnements et méritent une analyse assez approfondie :

- Est-ce que les objectifs de la sécurité alimentaire coïncident avec ceux des la gestion des ressources naturelles ?
- Les déficits alimentaires sont-ils des menaces continuelles pour les ressources ?
- Comment favoriser un partenariat pour que les résultats en faveur de la sécurité alimentaire se traduisent par des effets positifs dans la gestion des ressources naturelles ?
- Les paysans bénéficiaires des actions ont –ils les capacités suffisantes de prendre en main leur développement local: sécurité alimentaire en cohérence avec la gestion des ressources naturelles ?
- Les actions menées jusqu'à maintenant pour assurer la sécurisation alimentaire ont-elles des liens tangibles sur la gestion des ressources naturelles ?

Pour pouvoir analyser davantage la situation, une question de départ regroupant tous ces questionnements, est définie : ***Les mesures d'accompagnement menées à l'échelle locale, pour résoudre les problèmes de la sécurité alimentaire ont-elles contribué à une meilleure gestion des ressources naturelles ??***

Le présent article contribue à donner des réponses à cette principale question, à travers les acquis et les expériences de CARE Programme Sud/ Projet VARI et ceux de CRS à travers les Projets CRS/MIHARY MAHARITRA, CRS/ODDER, oeuvrant respectivement dans la Région Anosy et celle de l'Androy.
Des investigations ont été menées et les expériences sur terrain des deux intervenants autour de la sécurité alimentaire sont valorisées. Des résultats des actions sont enregistrés, dont l'augmentation de la production agricole et l'intégration des dimension environnementale et gestion des ressources naturelles tout en long du processus d'appui. Au cours de l'analyse des interventions avec celles des intervenant agissant sur la gestion des ressources naturelles, des faits sont enregistrés et que la mention d'une contribution des actions de sécurité alimentaire à celles de la gestion des ressources naturelles peut se prononcer, mais celle-ci se présente d'une manière ponctuelle.
Des pistes de réflexions pour pallier ces faits sont proposées aux différents niveaux d'intervenants.

Mots clés *: sécurité alimentaire, gestion des ressources naturelles, mesures d'accompagnement, Anosy, Androy*

I. INTRODUCTION

Les communautés locales, riveraines de la forêt, constituent l'un des principaux acteurs bénéficiaires des biens et services qui s'en suivent. La forme de valorisation de la forêt, induit parfois à une surexploitation, qui se justifie par l'impératif de satisfaire les besoins vitaux en bois d'énergie, en plantes médicinales, au moyen de la chasse, de la cueillette, et de l'exploitation agricole. Pour ce dernier aspect, Madagascar est réputé par la persistance de la pratique de la culture sur brûlis ou *tavy*, qui entraîne une destruction assez conséquente de la forêt. En outre, l'augmentation de la population de la Région est inversement proportionnelle à celle de l'économie : le taux annuel est de 2,9% contre un PNB régional estimé à 61 millions USD seulement, ce qui se traduit en un PNB per capita de 182 USD par an. Ainsi, il est remarqué un taux élevé est le taux de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté. Un taux de 82% est enregistré face au taux moyen de 74% au niveau national (Document de Projet CARE/VARI, 2006).

Face à cette situation, le Madagascar Action Plan (MAP) au niveau régional cite parmi ses grands défis de :

- Améliorer la production agricole
- Assurer la sécurité alimentaire
- Développer les filières régionales
- Maintenir les surfaces forestières dans l'optique de réduire le processus de dégradation des ressources forestières

En outre, beaucoup d'actions ont été menées face à cette situation, tant au niveau de la préservation de ces ressources qu'au niveau de l'amélioration des revenus des paysans, à travers la sécurité alimentaire. CARE Programme Sud, a mené depuis 2004 des Projets oeuvrant dans l'amélioration de la production agricole et de la sécurité alimentaire. A travers l'appui de l'USAID, CARE a pu mener depuis novembre 2006 le Projet VARI oeuvrant dans le domaine de la sécurité alimentaire autour d'au moins 13 Communes du District de Tolagnaro pour atténuer les pressions subies par les forêts humides. Quant à CRS Madagascar, une implantation depuis 2004 est remarquée pour contribuer à l'amélioration des revenus des paysans vivant dans les zones sèches et arides, autour des forêts sèches et épineuses de l'Androy.
L'objectif du présent article est d'analyser l'inter relation entre les accompagnements autour du développement durable et de la conservation, et ceux qui agissent en matière de sécurité alimentaire autour des ressources gérées et ayant un accès réglementé.

La question de départ pour baser cette analyse serait donc la suivante : ***« Les mesures d'accompagnement menées à l'échelle locale, pour résoudre les problèmes de la sécurité alimentaire ont-elles contribué à une meilleure gestion des ressources naturelles ?? »,*** telle est la question de départ pour analyser cette interrelation.

Après la partie introductive, une partie décrit les résultats et les faits enregistrés autour des actions de la sécurité alimentaire ainsi que les pratiques paysannes autour de la forêt.
Par la suite, vient une partie analysant d'une manière assez profonde ces faits constatées pour pouvoir proposer une conclusion.
La conclusion propose ainsi des pistes de réflexions autour des stratégies opérationnelles et conceptuelles.

II METHODE

Au cours de l'élaboration de cet article, des réunions au niveau du Groupe Sécurité alimentaire ont été entamées. Les responsables au sein de CARE ainsi que ceux au sein de CRS sont les principaux concernés lors de différentes réunions de travail. Les rapports des agents de terrain, outre les documents au niveau de chaque Projet tels que le bilan d'actions, les rapports d'activités, mentionnant l'avancement respectif de chaque Projet sont les principales références et documentations utilisées.

Les rapports des agents de terrains, ainsi que leur perception par rapport aux effets et impacts des actions ont été tenus en compte pour apprécier davantage les contributions des accompagnements menés à la gestion des ressources naturelles.
Les échanges avec les communautés bénéficiaires des actions, lors des visites et/ou suivi, ont été pris en considération afin de recueillir leur impressions par rapport aux appuis donnés.

III RESULTAS

Les stratégies d'intervention en matière de sécurité alimentaire

Les technologies introduites et diffusées sont adaptées aux communautés pour pouvoir augmenter et améliorer la production : les liens avec tous les facteurs régissant la production sont étudiés (facteur social, économique, accès, technique, environnemental).
Des visites échanges, des assistances en matière d'organisation et technique sont planifiés aux endroits des producteurs. En outre, la facilitation des accès aux crédits à travers la micro finance pour les organisations paysannes fait partie des appuis aux producteurs.
Les protocoles de collaboration, variables selon le type d'action, stipulant les engagements des communautés servent d'outils de suivi et d'évaluation de l'avancement par rapport aux actions.

Les acteurs autour de la sécurité alimentaire

Différents acteurs sont concernés par la mise en œuvre de ces stratégies. L'intervention de chaque acteur est spécifiée selon leur domaine d'action et/ou compétences, et selon le degré d'influence de chaque acteur par rapport à l'action.

Les Services techniques, impliqués directement et indirectement aux actions sont associés au niveau du cadrage des interventions, ainsi que la mise en cohérence des interventions avec les stratégies nationales et/ou régionales. Les Services les plus impliqués sont la Direction Régionale du Développement Rural (DRDR), pour assurer les cadrages autour de la politique de l'Agriculture en général (les associations de l'usager de l'eau, les techniques d'irrigation,

les semences, l'accès au financement rural, etc…). Quant à la Direction Régionale des Eaux et Forêts et du Tourisme (DREEFT), leur implication est axée sur le cadrage en matière de politique générale de l'Etat en matière de conservation et de développement (le SAPM, les stratégies de restaurations des forêts, etc…).

Des échanges avec les Institutions partenaires concernées directement ou indirectement aux thématiques de la sécurité alimentaire sont adoptées pour assurer une bonne circulation des d'informations autour de la thématique d'une part, et pour une coordination des approches d'autre part. Ces échanges sont planifiés dans un contexte informel où les intervenants se sont rencontrés pour définir les stratégies opérationnelles vers l'atteinte d'un résultat où chaque partie trouve l'intérêt de le réaliser. Pour illustration, l'échange avec les Institutions de la micro finance, dont FIVOY pour Anosy et Androy et MAHAVOTSE pour Androy uniquement, s'organisent dans l'optique de définir une stratégie de stockage des produits. Des Greniers Communautaires Villageois ou GCV ont été montés pour pouvoir appuyer les communautés à mieux gérer et stocker leur production vers une vente au meilleur prix.

Les Communes sont impliquées dans le processus de réflexion et de validation des actes : validation du *dina* régissant la limitation des *tavy* après réhabilitation de barrage, validation des statuts et des règlements intérieurs des différentes associations.

En outre, elles sont responsabilisées à travers une élaboration d'un plan de gestion de leur terroir respectif. Des Comités au niveau Fokontany et un Comité au niveau Communal assurent le suivi et la mise en œuvre du plan de gestion établi.

Les bénéficiaires sont impliqués et responsabilisés tout au long du processus d'appui. Des contributions directes des bénéficiaires sont demandées pour pouvoir déclencher les actions (apport de sable, transport d'eau etc) dans l'implantation des infrastructures,
Une autre forme d'apport est aussi est enregistrée où une contribution jusqu'à 60% du coût des pompes à pédales, avec le Kit, diffusées est régie dans une convention de partenariat avec les bénéficiaires pour la Région Anosy tandis qu'une contribution dans le domaine de l'entretien des pompes diffusées a été confiée aux bénéficiaires de l'Androy.

Les produits enregistrés

Des structures de coordination, de gestion et de suivi, pour assurer la pérennité des actions, sont montées. Le type de structure varie selon les activités menées.

Tableau 1 Différents types de structures montées

Type	**Domaine**	**Nombre**	**Effectifs**	**Utilisation**	**Surfaces (Ha)**	**Observations**
Association des usagers de l'eau (irrigation	Réhabilitation de barrage et de canaux d'irrigation	9	418	Rizière	337	
Utilisateurs des pompes à pédales	Technologie d'irrigation à faible coût	15	276	Culture maraîchère, production de légumes	47	15 groupements de 120 membres sont formalisés et d'autres (171) adoptants s'appuient individuellement

Producteurs de semences	Production de semences de sorgho	15	120	Parcelles et champs de sorgho	150	
Utilisateurs des pompes à noeud	Adduction d'eau potable	75	750	Foyer		

<u>Source</u> : Rapports d'avancement CRS/ODDER et CARE, fin mai 2008

Les regroupements au sein d'une association sont formalisés pour certains types d'association et d'autres ne le sont pas. Les priorités sont misées sur la fonctionnalité et la mise en place des règles de gestion vers l'atteinte des résultats, et viennent par la suite la formalisation.

Par rapport à la production, outre le sorgho, plus d'une dizaine de spéculations sont pratiquées par les producteurs, telles que ail, aubergine, betterave, petsaï, carotte, choux, ciboulette, poireau, haricot vert, laitue, courgette, oignon, poivron, concombre etc. Une projection sur quelques spéculations est convaincante : 5 tonnes de carottes, 5 tonnes de choux, 4 tonnes d'oignon, sera enregistrée d'ici la fin de la campagne maraîchère (Rapport d'avancement CARE fin mai 2008). Quant à la production rizicole, 6 barrages réhabilités et fonctionnels depuis la fin de l'année 2007 ont pu produire jusqu'à 450 tonnes de riz pour la saison et une projection de 600 tonnes sera assurée par 8 barrages pour la contre saison (Rapport CARE fin mai 2008). Les photos ci après témoignent une des réalisations autour de ces réhabilités.

ETAT INITIAL

ETAT FINAL

<u>Les pratiques des communautés autour de la forêt</u>

Les bois de forêt assurent la majorité de construction des habitats tant en milieu rural qu'en milieu urbain. Les offres disponibles n'arrivent plus à satisfaire les demandes des consommateurs (bois de forêt façonnés) et ces derniers se penchent jusqu'à l'abattage des «*Ravinala*».

A Androy, « 90% des constructions d'habitat dépendent de l'utilisation de bois et «*fantsiolotse*» est fortement sollicité », selon la Commune Urbaine Ambovombe.

L'exploitation des ressources forestières génère un revenu immédiat et les ménages peuvent renoncer à ceux-ci seulement s'il existe une alternative économique. Or, la gestion à long terme des forêts demande souvent une limitation de l'exploitation dans un premier temps et les besoins en trésorerie poussent les ménages à utiliser les ressources même si ce n'est pas durable dans le temps. Pourtant, les ménages ayant des surfaces suffisantes de rizières

privilégient l'activité productive par rapport à la coupe des bois dans la forêt et à la culture pluviale (d'après les producteurs de la CR de Mandiso).

Parallèlement à toutes ces pratiques, des actions oeuvrant dans la gestion des ressources naturelles font associer les communautés. Grâce au concept de transfert de gestion des ressources naturelles, l'accès aux ressources est réglementé. Depuis juillet 2005 jusqu'à maintenant, 15 VOI sont mises en place au niveau de 17 Fokontany autour des 10 Communes des deux Régions Androy et Anosy. Ces transferts de gestion couvrent 72. 867 Ha de forêts sèches et épineuses, selon WWF Projet Ala Maiky (WWF Projet Ala Maiky 2008 Situation des transferts de gestion des ressources naturelles Anosy-Androy, mai 2008). Les pratiques autour de ces transferts de gestion des forêts engagent les paysans davantage à contrôler toutes les formes d'utilisation. La pratique du *tavy* ainsi tend à diminuer, selon leur propos, où des *dinas* y afférents régissent et s'appliquent.

IV ANALYSE

Les stratégies adoptées en matière d'appui vers la sécurité alimentaire :

Les bénéficiaires sont responsabilisés mais leur niveau d'implication n'est pas encore jugé suffisant pour une responsabilisation à part entière de l'action.

Des insuffisances sont constatées au niveau de leur engagement très fragile et très vulnérable. La reconnaissance de leur contribution (réunion de réflexion pour un système à entreprendre au vue de pérenniser l'infrastructure,…) est encore assez faible. Ceci s'explique par le fait que peu d'initiative endogène parvienne des bénéficiaires. De plus, les liens et faits sociaux liés à la pauvreté ne leur permettent pas d'avancer au mieux vers une responsabilisation effective (exemple des cotisations des membres). Les membres de l'association sont assez limités pour pouvoir fixer un seuil du montant de cotisation vers l'entretien des infrastructures, vu leur niveau de vie. Ainsi, les cotisations se font en nature et se limite par le nombre de gobet (*kapoaka*) de riz vendu par ménage pour contribution à l'entretien.

Néanmoins, leur engagement durant la réalisation des infrastructures est très apprécié. La mobilisation de toute la communauté est effective. Il arrive des cas où les membres de l'association cotisent jusqu'à 10.000 Ariary par ménage, outre l'apport de sable, pour louer un camion vers l'acheminement au chantier. De plus, les bénéficiaires s'organisent entre eux pour les jours de travail relatif à la construction où des préparatifs en communs sont toujours remarqués (un *kapoaka* de riz et une cotisation de 200 Ariary par personne pour la préparation de repas commun)

Du côté des responsables communaux, ils ne sont impliqués que pour des séances de validation alors que leurs rôles valent plus qu'une réflexion et une validation. Même si c'est le cas constaté, ces responsables s'efforcent d'être présents au niveau de la communauté pour leur mobiliser et leur motiver. Ainsi, les stratégies d'accompagnement sont axées en grande partie par la dépendance aux élus communaux.

Par rapport aux approches et stratégies opérationnelles autour de l'appui, les démarches méthodologiques développées ont priorisé l'augmentation de la production. Le choix des sites est ainsi basé sur les potentialités agricoles existantes : possibilité de marché et de vente, accès facile. En effet, les sites n'ayant pas de « difficultés d'accès aux ressources » sont privilégiés et les tendances d'intervention sont d'éviter les sites de problèmes (sociaux, économiques). Des résultats tangibles sont enregistrés mais ces derniers ne résolvent qu'une partie des problèmes évoqués par les paysans comme source et facteur de la pratique de *tavy*, dont la raison principale, selon eux, de cette pratique est l'insuffisance des surfaces aménagées en rizières. Au cours de ces deux dernières années, 10 infrastructures productives seulement ont été réhabilitées dans l'Anosy, pouvant irriguer de nouveau jusqu'à 400 Ha de

rizières, alors que 24 sites ont été identifiés et méritant des interventions et des actions à entreprendre. Les difficultés liées aux aspects sociaux et économiques, tels que les problèmes fonciers, les organisations sociales, l'accès au site pouvant engendrer une intervention non efficiente, ont été identifiées et ont induit à une conclusion d'abandon des sites. Ainsi, 2/3 du problème persiste toujours.

Quant aux relations avec les partenaires, ils ne sont pas impliqués comme un allié vers une coordination mais plutôt un partenaire pour des échanges d'informations. Chaque organisme est préoccupé par les stratégies ouvrant dans l'atteinte de leurs résultats respectifs. Ainsi, des plates formes sont fonctionnelles et des réunions d'échanges se prononcent mais une planification commune au niveau des partenaires concernés n'a pas eu lieu.
Face à toutes ces interventions des différents organismes, les capacités d'absorption des communautés s'affaiblissent et les actions menées à leur niveau dépassent la limite de leur niveau normal. Ainsi, les bénéficiaires ont seulement tendance à faciliter les interventions et s'orientent davantage vers un conflit d'intérêt entre intervenants. Le suivi des itinéraires et l'adoption des nouvelles technologies sont biaisés par une réaction de complaisance de leur part.

Les constats sur les pratiques paysannes :

Le taux d'adoption des nouvelles techniques est jugé assez faible. Le SRI ou le SRA ne sont pas suffisamment adoptés. Les paysans préfèrent laisser leurs rizières en friche que de procurer de mains d'œuvre supplémentaire. Ce n'est pas de la pratique des producteurs de se procurer de mains d'œuvre. Ainsi, les barrages irrigués ne sont pas suffisamment valorisés faute de manque de main d'œuvre. Il y a aussi la peur d'appropriation des terrains par d'autres et ils préfèrent laisser leur terrain en friche au lieu de les faire valoriser par d'autres via métayage.

Les communautés sont très sensibles à la question de l'approvisionnement en eau des rizières et cela représente le principal argument en faveur de la gestion des forêts. Mais parfois, la gestion des ressources naturelles par les paysans est interprétée comme une réserve de terre pour la culture et la forêt est toujours considérée comme une réserve foncière.

Malgré les chiffres énoncés comme production, des pratiques liées au traditionalisme et aux us et coutumes des communautés ne favorisent pas l'augmentation de la production, d'une part et encourage parfois la pratique « *illicite* » dans la forêt d'autre part. Des exemples pourraient en témoigner de ces blocages :

- cas du lait à Beraketa où la vente est interdite. Pourtant, elle peut régénérer des revenus supplémentaires aux ménages, pour assurer les dépenses quotidiennes. Ainsi, le recours à la forêt persiste toujours, pour assurer une survie de la famille.
- cas du sorgho à Ambatoabo où la plantation y est interdite. Face à une opportunité de pouvoir produire des aliments nutritifs et sources de revenus à la fois, un blocage lié à l'aspect social est enregistré.
- cas *fady piky bageda* de la zone Ambovombe Ambanisarika dont aucun système de conservation ne peut s'appliquer et les restes seront valorisés seulement pour les porcs. Les producteurs arrivent à produire une quantité assez conséquente de *bageda* alors que toutes les productions se vendent dans une période assez courte où un impact sur les prix (prix très bas) est constaté. Par la suite, le système de revenu au niveau des ménages se heurte à un déficit pour assurer la contre saison. Ainsi, la forêt sert de recours propice pour leu survie.

- cas de la coupe de bois à Ehavo où une tradition dicte la coupe pour se montre fort envers la société, malgré que les activités économiques sont productives. Des règles sont instaurées sur la coupe des bois alors que les us et coutumes permettent aux gens d'en couper dans l'optique d'une distinction sociale.
- cas de la non application de sanction entre famille (lignage) autour du *dina* sur la gestion des ressources naturelles. Les cas se présentent à la fois au niveau des coupes des bois et de défrichement da la forêt. Par respect de *fihavanana* et *henamaso,* les communautés ne valorisent pas au mieux les outils comme *dina* pour sanction vis-à-vis des infractions constatées. Le système traditionnel de *Kabary* seulement s'y adopte et l'affaire est classée. Mais cette forme de sanction démotive parfois les comités de gestion vis-à-vis de leur engagement où un changement y afférent est souhaité. Pourtant, les règles sociales ne leur permettent pas de valoriser au mieux ces outils.
- Pour les communautés où l'accès aux ressources est réglementé, une adoption mitigée des nouvelles technologies est remarquée. Les surfaces consacrées pour cette culture ne sont pas assez conséquentes. Si un appareil d'arrosage comme les pompes à pédales, peut arroser jusqu'à 50 ares de surfaces, une moyenne de 10 ares par pompe seulement est remarquée. Ceci s'explique par le fait que la culture maraîchère est jugée comme une pratique féminine et sert seulement à combler les vides au niveau de la trésorerie du foyer selon les perceptions paysannes, surtout dans la zone Androy. Pourtant, les revenus qui en résultent sont considérables. Un paysan de Soanierana a abandonné la culture de riz pour se professionnaliser dans la culture maraîchère et les chiffres d'affaires qui se jouent autour de sa petite unité d'exploitation pourraient en témoigner cette motivation de choix.

Les liens entre la sécurité alimentaire et la gestion des ressources naturelles:

Les interventions autour de la gestion des ressources naturelles et de la sécurité alimentaire ont été conçues séparément.

Les activités autour de la gestion des ressources naturelles ont commencé bien avant que celles sur la sécurité alimentaire. En outre, chaque intervention est déterminée et limitée par ses cadres logiques respectifs. Parfois ces limites se présentent sur les zones d'intervention, où les actions de gestion des ressources naturelles se déroulent dans des zones où celle de la sécurité alimentaire se cantonne. La préoccupation majeure est l'atteinte des résultats et suivent en second plan les liens avec les autres interventions.

Les causes et raisons de la pratique de *tavy* ont été évoquées par les paysans, depuis les interventions autour de la gestion des ressources naturelles : insuffisance de terre cultivables, non maîtrise de la gestion de l'eau et insuffisance des infrastructures productives. Pourtant, les interventions ont été axées sur leur conscientisation vers une responsabilisation effective de la gestion des forêts. Des résultats remarquables ont été enregistrés en matière de prise de responsabilité, mais ceux-ci n'empêchent pas les causes liées à la pratique de *tavy* de s'accroître davantage.

Quant à la sécurité alimentaire, l'augmentation de la production en est le principal objectif. Outre la réhabilitation des barrages, différents *dinas* et outils de suivi ont été élaborés et ont contribué à la gestion des ressources naturelles, tels que :

- les *dinas* au niveau des Associations des Usagers de l'Eau (AUE) où le *tavy* et défrichement sont interdits,
- des plans de gestion au niveau d'un terroir déterminé, où des actions de restaurations et/ou de d'afforestation y sont stipulées, dans l'optique de produire des bois de substitutions des bois de forêts.
- des plans de gestion de terroir qui stipulent des actions de protection des bassins versants : protection des berges et limitation des dégâts autour de l'érosion.

Mais les portées de chacune de ces interventions sont assez limitées. Même si des informations sont partagées autour des réunions de concertation ou de discussion entre partenaires, à l'exemple de la réunion sur la mise en place de la Nouvelle Aire Protégée de Tsitongambarika, les actions menées pour palier les failles constatées ne sont que des actions ponctuelles et qui ne font que temporiser les faits.

Au niveau de la conception de chaque Projet, les enjeux considérés et les cibles touchés sont les mêmes. La situation de départ mentionnant l'état des ressources et les besoins énumérés par les communautés, pour que les ressources soient gérées, est mentionnée d'une manière assez vague. Les besoins ne sont pas bien formulés par les communautés en quantité et en qualité. Parfois, les communautés ne sont même pas conscients qu'ils auront besoin d'être appuyés vers d'autres actions afin que les ressources soient mieux gérées.

La matrice indiquant les interventions « à quel niveau une intervention serait-elle efficace et jusqu'à quelle ampleur les moyens mobilisables seront –ils suffisants pour satisfaire les besoins réels des communautés » n'est pas suffisante. Ainsi, les interventions se font seulement à travers les moyens procurés et dans un temps déterminé.

V. CONCLUSION

Les mesures visant la réduction des problèmes de sécurité alimentaire n'induisent pas forcément d'eux même une amélioration de la gestion des ressources naturelles. Les effets et impacts de l'action de la sécurité alimentaire ne sont mesurables que sur les faits économiques et les chiffres sur la production et rendement. Il en est de même pour celles autour de la gestion des ressources naturelles où les effets sont mesurables par les structures et les surfaces de forêts gérées.

Les deux interventions tendent vers un même objectif mais les portées respectives sont assez limitées. Les actions de sécurité alimentaire ont essayé de contribuer à la gestion des ressources naturelle mais ses interventions sont constatées d'une manière ponctuelle. D'autres sites méritent encore des interventions complémentaires pour jouer le rôle de « compensation » aux interdictions liées à la gestion réglementée des forêts.

Quelques pistes de réflexion sont proposées pour rendre efficace toutes les interventions.

- Pour les partenaires et intervenants techniques, les consultations au niveau des Communautés futur bénéficiaires des actions, avant la réalisation du projet que ce soit sécurité alimentaire ou gestion des ressources naturelles devraient s'améliorer pour avoir une vraie situation de départ. Les Communautés et les Communes ne seront pas exclues au cours de la définition de cette situation et une valorisation de leurs compétences et capacités est souhaitée.

L'amélioration porte sur la définition des besoins réels de la communauté sans les induire vers l'optique de l'intervention ultérieure des partenaires techniques.

Ainsi, une conception commune des actions de sécurité alimentaire et de gestion des ressources naturelles, avant d'en réaliser sur terrain (phase conception des projets) pourrait servir d'outils de coordination vers la mise en cohérence des différentes interventions. Une même base et une même référence de départ sont conseillées afin que les deux actions soient complémentaires et agissent vers l'atteinte des résultats.

Une harmonisation des approches des intervenants est ainsi recommandée.

- Pourtant, un équilibre des interventions au niveau des bénéficiaires en terme d'appui est suggéré. si gérer les ressources naturelles impliquent des interdictions de pratique et des réglementations d'accès, les actions proposées autour de la sécurité alimentaire devraient être compatibles, cohérentes et proportionnelles aux « interdictions » mentionnées en terme de retombées économiques au niveau des bénéficiaires. Cet équilibre est conseillé au niveau des zones d'interventions, et en matière de ressources et moyens à mobiliser.

Les financeurs des actions sont les mieux ciblés pour pouvoir équilibrer ces interventions, où les intervenants essaient de leur côté de concilier leurs approches et stratégies.

- Malgré que les financeurs et les intervenants techniques se proposent d'améliorer davantage les appuis menés, une volonté et un fort engagement des Services techniques concernés, entre autre la DREFT et la DRDR, sont sollicités. Les cadres et directives d'intervention seront partagés par ces Services mais les suivis au niveau des interventions et auprès des bénéficiaires sont encore demandés.

VI. BIBLIOGRAPHIE

- CARE MADAGASCAR – Programme Sud, 2008, Rapport d'avancement des activités mois de mai 2008, Rapport inédit

- CARE MADAGASCAR 2006, Utilizing small-scale irrigation systems for household and market oriented agricultural production in Anosy region, Unsollicited assistance proposal to USAID Madagascar from CARE International Madagascar

- CRS/ODDER 2008, Rapport d'avancement des activités mois de mai 208, Rapport inédit

- WWF-Projet Ala Maiky 2008, Situation des transferts de gestion des ressources naturelles Anosy etAndroy, Document de travail interne